Contre l'immigration française au Canada ? L'alliance du Consulat général et de la Chambre de commerce française à Montréal (1893-1914)

*The French Consulate and the French Chamber of Commerce in Montreal allied
against French immigration (1893-1914)*

Brice Martinetti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2457>

DOI : 10.4000/eccs.2457

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Référence électronique

Brice Martinetti, « Contre l'immigration française au Canada ? L'alliance du Consulat général et de la Chambre de commerce française à Montréal (1893-1914) », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 86-2 | 2019, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 24 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2457> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.2457>

Contre l'immigration française au Canada ? L'alliance du Consulat général et de la Chambre de commerce française à Montréal (1893-1914)

Brice MARTINETTI
Université de La Rochelle

Le 27 juin 1886, à l'initiative de Georges Dubail, Consul général de France à Québec, la Chambre de commerce française à Montréal est créée. A l'instar des consuls généraux, la principale mission de la Chambre est de recueillir et d'échanger tous les renseignements propres à développer et promouvoir les rapports commerciaux et industriels entre la France et la puissance du Canada, tout en veillant aux intérêts des Français expatriés. Au-delà, force est de constater que via la tribune qu'incarne le Bulletin de la Chambre de commerce française, publié pour la première fois en août 1893, consuls et membres de la Chambre vont révéler leur opinion sur un sujet qui prête à débat : l'immigration des Français au Canada. Dans leur optique et en réponse à leur principale préoccupation, ils estiment qu'une immigration française dans le Dominion n'est nullement la condition idéale à une amélioration des échanges commerciaux, considérant à l'inverse que tout Français immigré au Canada risque d'être perdu pour la mère patrie. Par la mise en articulation des 255 bulletins de la Chambre de commerce française à Montréal sur la période 1893-1914, nous nous proposons de pointer des éléments de convergence entre la vision de l'immigration qu'ont les membres de l'organisation économique et celle des consuls généraux, tous déterminés à s'opposer aux méthodes des agents d'immigration. Il est ainsi possible, par une mise en synergie de ces deux visions, de percevoir comment s'engendre, se diffuse et se modifie une politique hostile à l'immigration française au Canada via le bulletin.

On June 27, 1886, the French Chamber of Commerce of Montreal was founded, upon the initiative of the French Consul Georges Dubail. Its missions should include to support the budding trade and industrial relationships between France and the Canadian Dominion, as well as to protect the business interests of French expatriates. This article will examine and analyse the various themes, debates, and news published by the Chamber in its bulletin, regularly published between 1893 and 1914. Upon close reading, we will see that the bulletin reveals in fact numerous periods of collusion between the French Consulate's general policies over the issue of French immigration and the local politics promoted by the Chamber of Commerce. Both institutions largely resented French immigration and regularly criticized the illegal promotion of Quebec or the Dominion conducted by Canadian agents in France.

Le 27 mai 1886, Georges Dubail, Consul général de France à Québec, prend l'initiative de réunir l'élite commerçante et industrielle française de l'Est du Canada. Avec le soutien d'Honoré Beaugrand, Maire de Montréal, et de Joseph-Adolphe Chapleau, ex-Premier ministre du Québec, le Consul général tente de sensibiliser les hommes d'affaires français aux avantages qu'ils pourraient retirer de la création d'une organisation représentant leurs intérêts. Un mois plus tard, le 27 juin, une seconde réunion aboutit à la création de la Chambre de commerce française à Montréal. Son dessein est de recueillir et

BRICE MARTINETTI

d'échanger avec les commerçants et les institutions commerciales de la métropole tous les renseignements propres à développer les rapports commerciaux, industriels et financiers entre la France et le Canada. Outre cette genèse, Consulat et Chambre de commerce se rejoignent donc au travers de leurs missions : promouvoir les relations économiques entre le *Dominion* et l'ancienne mère patrie et veiller aux intérêts des Français résidant au Canada. En conséquence, c'est bien les notions de partenariat et de rapports de dépendance qui doivent être mises en exergue¹.

« L'intimité naît de la fréquentation ; mais comment se fréquenter si l'on s'ignore ? » (Bulletin n° 1, août 1893, 1). En août 1893, devant le manque d'efficacité de la Chambre de commerce, la logique l'emporte et motive chez le président Emile Galibert l'initiative de la création d'un bulletin mensuel destiné à mettre en avant les possibilités d'échanges commerciaux avec le Canada, mais aussi les réalités d'un pays en pleine redécouverte. Alors que l'on insiste sur le caractère d'utilité générale de la publication, l'on affirme que « la politique ne franchira jamais le seuil de la rédaction ; seule, une offense à la nation qu'elle se donne mission de représenter la ferait sortir de sa réserve sur ce point » (Bulletin n° 1, août 1893, 1). Force est de constater que, rapidement, la Chambre de commerce va exposer son regard sur un sujet qui prête à débat : l'immigration des Français au Canada.

Lorsque l'historien aborde la question des mouvements migratoires au Canada avant le début du premier grand conflit mondial, il constate rapidement que les effectifs français ne constituent sur cette période qu'une infime fraction du total des arrivées. En effet, les Français débarqués au Canada composent moins de 1% du flux humain, une migration quantitativement insignifiante mais qui reste, somme toute, culturellement déterminante. Bien que les flux migratoires transatlantiques à destination du Canada atteignent leur paroxysme grâce notamment aux mutations des moyens de transport, la France échappe au phénomène du fait de sa faible pression démographique (NUGENT 1995, 11-18). Dans le même temps, ayant besoin de la référence française pour préserver une identité qu'elle juge menacée par un contexte nord-américain encore incertain, une partie des Canadiens français redouble d'efforts pour attirer un

¹ Le 28 août 1936, lors de la célébration du cinquantième anniversaire de la Chambre de commerce française à l'Hôtel Mount Royal, le premier paragraphe du discours d'Henry Lefevre illustre parfaitement cette notion de partenariat voire, de dépendance entre l'organisation économique et le Consulat. Après avoir brièvement expliqué le rôle de Georges Dubail dans la création de la Chambre, le président demande à ses hôtes de bien vouloir le pardonner si, avant de leur souhaiter la bienvenue, il tint à « honorer par une pensée de reconnaissance la mémoire de celui qui fut en somme notre père spirituel » (*Cinquantième de la Chambre de commerce française au Canada, 1886-1936*, 1936, 1).

CONTRE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA ?

plus grand nombre de candidats à l'émigration venant de France (HARVEY 2008, 126). En corrélat, l'immigration restant l'élément fondamental de sa stratégie de développement économique et d'occupation du sol, le gouvernement fédéral multiplie aussi les tactiques de propagande à destination des Français. Toutefois, les consuls généraux et la Chambre de commerce française à Montréal se positionnent, *a contrario*, contre l'immigration française au Canada. Dans leur optique, une immigration française n'est nullement la condition idéale à une amélioration des échanges commerciaux. De toute évidence, les prises de position de ces deux acteurs s'ensemencent mutuellement et forment une dissemblance, considérant à l'instar de leur gouvernement que les Français immigrés au Canada risquent d'être perdus pour le pays qui les a vus naître.

Par la mise en articulation des 255 bulletins de la Chambre de commerce française à Montréal² sur la période 1893-1914, il est possible de pointer des éléments de convergence entre la vision de l'immigration qu'ont les membres de l'organisation économique et celle des consuls généraux qui, bridés par le souci omniprésent de ne pas froisser les autorités canadiennes, trouvent dans cette publication une tribune inespérée pour s'opposer aux méthodes des agents d'immigration³. *In fine*, il est possible de percevoir comment s'engendre, se diffuse et se modifie une politique hostile à l'immigration française au Canada. Au-delà, c'est aussi poursuivre les travaux débutés par Pierre Savard voilà près de quarante-cinq ans en lui insufflant une nouvelle dynamique *via* l'invention d'un autre mode de questionnement (SAVARD 1970).

Aux origines d'une prise de position marquée contre l'immigration française dans la Puissance du Canada

Dans les années précédant la publication du premier bulletin en août 1893, la transparence distingue la Chambre de commerce française à Montréal et le Consulat général de France à Québec. La Chambre souffre d'un statut trop « juvénile » et vit dans l'ombre du *Board of Trade* des Canadiens anglophones

² Je tiens à remercier chaleureusement la Chambre de commerce française à Montréal et, tout particulièrement, Madame la Directrice Véronique Loiseau, pour leur accueil, leur bienveillance et leur professionnalisme ainsi que pour m'avoir permis de numériser leur collection de bulletins. Je tiens aussi à exprimer toute ma gratitude envers Monsieur Paul-André Linteau, pour sa confiance, ses précieux conseils et les qualités humaines qu'il n'a pas hésité à me faire partager lors de mon séjour à Montréal. De même, mes remerciements les plus sincères sont adressés au pôle Ouest de l'Institut des Amériques qui a participé au financement de ma mission au Québec.

³ Notons qu'à l'occasion du cent-cinquantième anniversaire du Consulat général de France, un colloque binational s'est tenu le 8 septembre 2009 au Musée de la Civilisation à Québec. Toutefois, dans une publication des actes largement empreinte de politique actuelle, un seul chapitre sur douze est dévolu à l'étude du consulat avant la Première Guerre mondiale (PORTES 2010, 7-16).

et de la Chambre de commerce du district des Canadiens français. Si la très grande bourgeoisie lui échappe, elle se concentre tout de même sur une moyenne bourgeoisie francophone quantitativement importante et sur le réseau de l'*Union française* (LINTEAU 1992, 171). Le consulat, quant à lui, est dirigé par le comte de Turenne qui « se révèle d'une grande acidité à l'endroit des Canadiens », donnant « l'impression d'un consul claquemuré, qui s'ennuie désespérément dans le petit monde québécois et le long hiver canadien » (SAVARD 1970, 122). Pierre Savard dit de cet anticlérical reconnu qu'il « affiche bien haut son républicanisme comme pour faire oublier son nom à particule » (SAVARD 1970, 122). En 1893, seul l'état lamentable du commerce entre la France et le Canada semble intéresser les deux interlocuteurs, même si, déjà, la Chambre de commerce adresse une note à ses homologues pour les mettre en garde contre l'envoi au Canada de jeunes gens sortant des écoles de commerce et insuffisamment préparés aux exigences locales (Bulletin n° 2, septembre 1893, 8-9). Les techniques des agents d'immigration ne posent quant à elles aucun problème car, avant tout, l'on braque la focale sur celles exercées aux États-Unis (Bulletin n° 6, janvier 1894, 6-8). L'année 1894 va toutefois insérer plusieurs changements déterminants.

En premier lieu, notons que suite à de multiples tractations, le Consulat général est enfin déplacé de Québec à Montréal nouvelle capitale économique du Dominion, en vue de se rapprocher des milieux d'affaire anglophones. Montréal devient donc la ville où il faut être en place et Québec se voit être dès lors, délaissée. Ce déplacement facilite grandement le partenariat Consulat-Chambre de commerce française, le Consul ne pouvant jusqu'alors assister qu'avec difficultés aux séances de l'institution en raison de l'éloignement géographique.

À cette amélioration logistique va se greffer dans le même temps un changement relationnel. En effet, le comte de Turenne qui se voyait jeter l'anathème par les Canadiens français, est promu Consul général de France à Budapest. Il est alors remplacé par Alfred Kleczkowski dont la Chambre reconnaît à 43 ans, des états de service exemplaires à Alexandrie et Dublin, des postes qui l'ont déjà familiarisé avec les milieux britanniques. Diplomate de talent, fervent républicain sachant se faire apprécier des cléricaux, Kleczkowski va rester en poste durant douze années au cours desquelles il sera apprécié des francophones comme des anglophones, étant même admis membre d'honneur de la tribu iroquoise d'Oka (AUDET 1939, 221).

CONTRE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA ?

Image 1 : Alfred Kleczkowski, Consul général de France à Montréal © CCFCMTL

Bien que le Consul général n'ait contrairement à l'ambassadeur aucune fonction de représentation, la communauté canadienne-française lui alloue une importance marquée et retrouve avec Kleczkowski un personnage à la hauteur de ce qu'ont pu être les consuls Gauldrée-Boilleau et Lefaiivre.

La première rencontre entre le Consul général et la Chambre de commerce s'effectue le 11 octobre 1894 une fois le transfert du consulat achevé (Bulletin n° 15, octobre 1894, 6). De là va naître une collaboration sans égal, le Consul participant aux trois-quarts des 248 séances de la Chambre effectuées alors qu'il est en poste, ses absences s'expliquant dans la totalité des cas par des déplacements au Canada ou en France⁴. A cette assiduité aux séances se mêle une présence quasi-systématique aux dîners et événements organisés par les

⁴ Alfred Kleczkowski participe à 184 des 248 séances effectuées alors qu'il est en poste, soit 74,2 % de présence. Sur la période 1893-1914, les consuls participent à 267 des 418 séances connues, soit une moyenne de 63,8 % de présence.

Canadiens français et anglais. Quelques jours après son arrivée à Montréal, lors d'un banquet offert au consul par la Chambre de commerce du district, l'invité d'honneur attire les éloges d'une assistance composée entre autres du Maire Villeneuve, du Premier ministre québécois, du Ministre du commerce canadien, du sénateur Desjardins, de l'échevin Préfontaine et du Président du *Board of Trade*. Par un discours en français et en anglais, le bulletin rapporte que « les Canadiens d'origine anglaise ont été agréablement touchés de l'entendre, dans leur propre langue, faire l'éloge de la sûreté de leurs relations amicales » (Bulletin n° 16, novembre 1894, 16). De par son expérience à Dublin et à Alexandrie et comme le montrent ses rapports envoyés en France, Alfred Klezkowski a conscience d'évoluer dans un milieu commercialement britannique où rien ne doit être fait pour compliquer la situation diplomatique entre la France, l'Angleterre et le *Dominion* du Canada (SAVARD 1967, 218). De même, il sait ménager les ecclésiastiques et évite de s'attirer leurs foudres, ce qui l'amène parfois à être jugé comme trop bienveillant à l'égard des catholiques (LAPERRIÈRE 1999, 539-541).

Si l'arrivée de Klezkowski calme indéniablement les tensions nées de la politique laïque des années Ferry et de la venue de réfugiés turbulents suite à la Commune, elle correspond toutefois au début d'une nuance apposée à l'immigration des Français au Canada. En octobre 1895, revenant d'un voyage au Manitoba, au Nord-Ouest et en Colombie-Britannique, le Consul pointe du doigt à travers le bulletin de la Chambre les difficultés inhérentes à une installation des Français dans ces régions, expliquant « qu'il ne faut pas espérer la fortune rapide et les gains faciles que certaines brochures publiées dans l'intérêt des Compagnies de navigation ont le tort de faire espérer » (Bulletin n° 27, octobre 1895, 2). Cette première mention constitue le début d'une campagne de plus en plus virulente à l'égard de la propagande d'immigration réalisée en France par les Canadiens et qui va durer près de deux ans. Mais le Consul étant de par ses fonctions sur une « corde raide » diplomatique, c'est le bulletin de la Chambre de commerce française qui va s'exprimer.

De la nuance à la virulence d'une propagande de contre-immigration

Les premières mises en garde présentes dans le bulletin de la Chambre de commerce s'inscrivent dans deux dynamiques : l'arrivée du Consul général Klezkowski et une nette accélération de l'immigration française au Canada par rapport à la décennie 1881-1890 (Pénisson, 1986, 112). Suite à la naissance de la Confédération, le gouvernement fédéral tente de faire de l'immigration le principal fer de lance de son programme de développement économique, notamment grâce au *Homestead Act* de 1872 couplé aux effets rassurants de la « petite naturalisation », et de contrôler le danger d'une possible annexion de

CONTRE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA ?

certaines territoires par les États-Unis. Toutefois, il est à noter qu'« au cours des trois premières décennies de la Confédération, l'expansion vers l'Ouest échoue lamentablement. De 1867 jusqu'au milieu des années 1890, l'émigration prend le pas sur l'immigration » avec une hémorragie en faveur des États-Unis (WHITAKER 1991, 6). Par une stratégie de développement du chemin de fer de plus en plus ambitieuse *via* le *Canadian Pacific*, la propagande d'immigration du gouvernement fédéral en France prend de l'ampleur, relayée par les Canadiens français se battant, quant à eux, contre la menace d'une assimilation de la minorité canadienne-française⁵. De même, il est à noter l'importance significative de la propagande mise sur pied par l'Église et « visant à exalter les valeurs de la vie agricole et à faire de la colonisation une obligation morale des Canadiens français catholiques » (RAMIREZ 1991, 92-93). C'est dans cette joute entre Canadiens anglophones et francophones que le Consul général et les membres de la Chambre vont, malgré le souci omniprésent de développer les relations commerciales sans froisser les autorités locales, tenter de se positionner comme une troisième rive au fleuve.

Dans le bulletin de février 1896 apparaît le premier article dévolu à l'immigration française et aux prospectus de colonisation. La Chambre s'inquiète du fait que pour la métropole :

Les prospectus les plus séduisants n'ont pas été épargnés. Répandus à profusion dans les campagnes, lus avec avidité par des paysans besogneux, accompagnés de chiffres de récoltes extraordinaires, d'avantages multiples accordés aux émigrants [...], ces alléchantes promesses produisent trop souvent l'effet désiré par les agents d'immigration. Ceux-ci vantent en outre, les sentiments des Canadiens pour la France, ce qui est assurément vrai, mais ce qui l'est moins quand il s'agit des Français pris en particulier. Ils se gardent bien de parler des difficultés de toutes natures qui attendent l'immigrant à son arrivée au Canada (Bulletin n° 31, février 1896, 6).

Et l'article d'enchérir :

Les déceptions vont vite : ceux qui possèdent un petit capital le voient fondre au soleil plus rapidement que les neiges dont ils sont entourés [...]

⁵ “Given the hundreds of thousands of immigrants pouring into the country annually, a relatively small portion of whom were French-speaking, French Canadians became increasingly alarmed at the dilution of their presence within the country. Throughout this period of great immigration, the absence of aggressive recruitment of French-speaking immigrants was raised by Quebec MPs, who protested at what they regarded as the “conspiracy against French immigration which is carried on in the Department of the Interior” (KELLEY 1998, 116).

BRICE MARTINETTI

c'est là l'histoire malheureusement trop fréquente des immigrants. Pour ceux-là, il n'y a qu'à les rapatrier et le plus tôt possible sera le mieux. Notre Maison de refuge à Montréal sait à quoi s'en tenir à ce sujet. Elle a fait l'expérience de ce qu'il lui en coûte pour prolonger les efforts de ces infortunés revenus meurtris et blessés dans leur grande lutte pour la vie (Bulletin n° 31, février 1896, 6).

Le bulletin soutient la nécessité de mieux se renseigner dans le cas d'une candidature à l'émigration, insistant sur le fait qu'ils ont « dans les consulats, dans les chambres de commerce, des défenseurs-nés, des conseillers désintéressés près desquels ils rencontreront le meilleur accueil » (Bulletin n° 31, février 1896, 6-7). Soucieux de nuancer les propos tenus, l'on explique tout de même qu'il n'y a pas la volonté de freiner l'immigration française au Canada et qu'il faut rompre avec les habitudes casanières de la mère patrie, mais que la venue d'agriculteurs ayant une assise financière solide et une connaissance de l'anglais est à préférer à celle d'ouvriers ne profitant pas du même bassin d'emploi.

Après un nouvel article sur l'immigration paru un mois plus tard, le préambule du bulletin n°37 d'août 1896 semble montrer que la Chambre de commerce vient d'essayer ses premières critiques pour ses prises de position. L'on explique que « nous ne craignons pas, au risque de passer pour des censeurs importuns, de faire entendre des critiques plus ou moins vives à nos correspondants de France, estimant que notre principal devoir est de dire hautement ce que nous pensons être la *vérité* » (Bulletin n° 37, août 1896, 1). Le sujet de l'immigration n'est pas évoqué mais, dans le même temps, nous savons que la presse locale commence à s'insurger contre ce qu'elle juge être une campagne de contre-immigration, Kleczkowski découpant « en coulisse » tous les articles parus sur ce sujet pour les envoyer au Quai d'Orsay (SAVARD 1970, 91). Au cours du même bulletin, dans un article intitulé « la colonisation française à l'Étranger et au Canada », l'on relaie des passages du *Bulletin de l'Union Coloniale Française* qui condamne une propagande affirmant que les émigrants français réussissent bien mieux à l'étranger qu'en Algérie, utilisant l'exemple du désastre subi par certains Français au Manitoba pour contrer cette idée (Bulletin n° 37, août 1896, 5).

Suite aux premiers accros, la manœuvre de la Chambre de commerce se veut pour un temps plus subtile : en citant un autre bulletin, elle se dédouane de ce qui y est étayé tout en approuvant le fond en filigrane, se permettant à la fois d'expliquer que « ces réflexions sont empreintes d'un grand fond de vérité » mais « un peu absolues dans leur conclusion », et que dans le cas du fermier du

CONTRE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA ?

Midi de la France il vaut bien mieux se rendre en Algérie (Bulletin n° 37, août 1896, 5-6).

Le bulletin se veut alors le partisan de l'expansion coloniale déjà motivée par Jules Ferry et le Consul Kleczkowski relaie la politique du Ministre des affaires étrangères Gabriel Hanotaux, plus préoccupé par la constitution d'un empire axé sur l'Afrique que par une colonie anglaise où les Français immigrés risquent d'être perdus pour la France (Collectif, 2005, 636-637 et 668). En ce sens, le gouvernement français se veut être plus intéressé par le projet d'un chemin de fer transafricain que par un transcanadien déjà mis sur rails.

Image 2 : Salle de réunion de la Chambre de commerce française à Montréal © CCFCMTL

L'année 1896 se termine comme elle a commencé, chaque bulletin publié faisant état des nombreux dangers encourus par les candidats à l'émigration. Après les remontrances adressées à l'été, la Chambre continue de jouer sur les mots et les formules pour ne pas choquer ses partenaires économiques. L'article paru en novembre 1896 est en ce sens assez révélateur (Bulletin n° 40, novembre 1896, 7-8). Discourant sur la colonisation dans la région des lacs, le bulletin alterne continuellement entre des arguments chocs

pour mettre en garde les Français, et des nuances pour ne pas faire apparaître le discours trop déplaisant. À la description d'une zone déserte de population où le climat hivernal est « sévère » et où les gelées printanières compromettent souvent les récoltes, s'enchaîne l'éventualité d'une réussite pour les cultivateurs possédant à la fois des capitaux, une famille nombreuse, la maîtrise de l'anglais et l'acceptation de dures privations, mais une réussite qui se fera de toute façon sans bénéfices importants. À la question « conseillons-nous nos cultivateurs français qui émigrent au Canada de se fixer sur ces terres ? », la Chambre répond par un « oui » qui veut dire « non ». Les mêmes arguments se renouvellent inlassablement le mois suivant, la Chambre espérant « qu'à force de *répéter* les mêmes avertissements, de les appuyer par des faits trop concluants, nous arrêterons ce courant d'émigrants qui viennent, alléchés par des promesses toujours décevantes et cependant toujours acceptées, et qui ne font que grossir le nombre des hôtes de nos asiles de charité » (Bulletin n° 41, décembre 1896, 5).

Définitivement, le début de l'année 1897 correspond à la campagne la plus virulente exercée par la Chambre de commerce à l'égard de la propagande d'immigration du Canada. Bien que toujours insignifiante sur une vision d'ensemble, l'arrivée des Français sur le sol canadien progresse et continue d'alarmer l'institution comme le Consul Kleczkowski. Face à cette situation, le discours du bulletin se fait plus dur, et les arguments contre l'émigration plus corrosifs. Dans le numéro de janvier, le climat hivernal jusqu'alors qualifié de « sévère » devient « d'une extrême sévérité », l'« utilité » de parler anglais évolue en une « nécessité », le « dur » coût de la vie étant désormais « faramineux » (Bulletin n° 42, janvier 1897, 16-17). Le message de la Chambre de commerce se transforme et gagne en clarté tout en perdant de sa nuance : « si l'esprit d'initiative et l'activité incitent quelques uns d'entre eux [les Français] à tenter des entreprises au dehors, qu'ils recherchent des pays moins éloignés et d'un climat moins sévère » (*Ibidem*, 17). Les colonies nord-africaines sont ici clairement visées. Le point d'orgue de la campagne de contre-immigration intervient finalement dans le bulletin du mois d'avril 1897 avec un nouvel article sur « la vérité sur les prospectus de colonisation. » Il n'y a alors plus aucune ambiguïté dans le discours d'une Chambre appelant à l'intervention directe du gouvernement français :

Il serait temps, pensons-nous, qu'on prit des mesures pour mettre ces vérités sous les yeux de nos immigrants à destination du Canada, et qu'on ne laissât pas les agents de colonisation continuer leur campagne de propagande où ils avancent des faits inexacts et présentent sous les couleurs les plus séduisantes un pays qui n'offre à nos cultivateurs que des ressources très limitées. La France se plaint avec trop de raison, de l'état stationnaire de sa population pour encourager les exodes à

CONTRE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA ?

l'étranger. Elle a ses colonies pour les immigrants. Charité bien ordonnée commence par soi-même ! (Bulletin n° 45, avril 1897, 7).

Les années silence (1897-1903)

De février 1896 à avril 1897, l'opposition de la Chambre de commerce française et du Consul général Kleczkowski à l'immigration des Français au Canada a gagné en virulence. Bénéficiant d'une fréquence mensuelle, les articles dévolus à décourager les candidats à l'émigration adoptent un ton de plus en plus dur, et au final, sans équivoque. Toutefois, alors que ce sujet vient à prendre une place d'envergure dans la publication, il est à noter que suite à l'article d'avril 1897, pas une ligne de mécontentement n'est à relever dans le bulletin jusqu'au début de l'année 1903. Comment est-il possible qu'après un désaccord marqué de manière si fréquente et si ostentatoire, le silence règne sur le débat pendant près de six ans ?

Pour dégager le sens de ce changement, il faut souligner que l'apaisement du discours du bulletin de la Chambre de commerce française coïncide avec l'accession du libéral Wilfrid Laurier au poste de Premier ministre du Canada. Plutôt enclin à calmer les animosités entre anglophones et francophones, Wilfrid Laurier se trouve rapidement en contact avec la Chambre de commerce et le Consul Kleczkowski qui y voient l'occasion de pouvoir enfin faire avancer l'état des échanges commerciaux entre la France et le Canada. Au-delà, c'est la question de la ligne directe de navigation à laquelle on souhaite trouver une solution, condition *sine qua non* à une meilleure tenue du commerce (POTON & SOUTY 2008, 193). Les projets de ligne jusqu'alors mis sur pied s'étant tous désagrégés de par le manque de véritables échanges économiques, mais aussi du fait de la concurrence du trafic entre Montréal et Liverpool et de la croissance de la liaison avec Anvers, la Chambre et le Consul général continuent de croire que c'est par l'établissement d'une ligne de navigation pérenne que le commerce franco-canadien trouvera véritablement son salut. Au-delà, il reste aussi primordial à leurs yeux de poursuivre les effets obtenus par la ratification du dernier traité de commerce franco-canadien, la valeur financière des produits français exportés au Canada ayant été multipliée par trois sur la période 1895-1898⁶. La lenteur de la ratification du traité illustrant parfaitement le fait que le commerce avec la France est loin d'être une priorité pour la Puissance du Canada, il incombe aux deux partenaires de ne pas faire de vagues. Ainsi, pour favoriser le développement du commerce qui demeure l'apanage de la Chambre de commerce et du consulat, il va falloir passer sous silence la fâcheuse question de l'immigration.

⁶ 1 025 262 dollars en 1898 contre 335 282 en 1895 (SAVARD 1970, 63-65).

BRICE MARTINETTI

Dès la fin de l'année 1897, à la succession d'articles mettant en garde les candidats français à l'émigration vont s'en substituer d'autres présentant en bons termes le Premier ministre du Canada et le projet de la création d'une ligne directe. Le 27 octobre 1897 à Ottawa, une délégation de la Chambre de commerce française se voit accorder audience par Wilfrid Laurier pour lui remettre un rapport insistant sur l'état déplorable des échanges et la nécessité de création d'une ligne directe. A cette occasion, le rapprochement d'intérêts avec la Chambre de commerce des Canadiens français est tout aussi visible que la césure avec le *Board of Trade* qui refuse l'établissement d'un service concurrent (Bulletin n° 52, novembre 1897, 1-11). Une semaine plus tard, à la séance du 3 novembre, l'on présente et reproduit le rapport où, bien entendu, pas une seule ligne sur le problème de l'immigration n'est visible.

Mois après mois, les articles sur le projet de ligne de navigation s'enchaînent et le Consul Kleczkowski, toujours prompt à pacifier les relations, continue un travail au corps pour se rapprocher des pouvoirs décisionnaires canadiens. Le 21 septembre 1898 à Québec, l'érection du monument en l'honneur de Samuel de Champlain donne l'opportunité au Consul de faire un coup d'éclat suite au discours de Wilfrid Laurier. Représentant le Président de la République française Félix Faure, Adolphe Kleczkowski se lance dans une intervention d'une vingtaine de minutes (au regard de la retranscription) et provoque l'effervescence parmi la foule amassée (Bulletin n° 63, octobre 1898, 122-123). Mettant en avant d'un côté la « patrie » et la « nation canadienne » et de l'autre « toute la savoureuse substance » de la langue française participant à une « individualité nationale », le Consul continue par son doigté de calmer les griefs prononcés contre la mère patrie. Comme l'explique Yvan Lamonde, l'histoire des relations entre la France, le Canada et surtout le Québec, est faite « tout autant de raison que d'émotivité » (LAMONDE 2001, 138).

En se positionnant en situation de tampon entre Ottawa et les Canadiens français nationalistes qui, à l'instar d'Henri Bourassa, étaient contre la politique de Laurier qui voulait ouvrir les portes du Canada aux immigrants d'Europe de l'Est, Kleczkowski s'attire les faveurs des deux camps pour tenter de faire avancer les dossiers économiques avec la France⁷.

Si le débat autour de l'émigration n'est plus visible dans le bulletin, ce n'est pas pour autant que la Chambre de commerce et le Consul général cessent de se préoccuper de la situation. En effet, de nombreux rapports envoyés à Paris

⁷ N'oublions pas que suite à l'élection de Laurier en juin 1896, la province de Québec se voit perdre son statut d'interlocuteur privilégié avec la France. Désormais, c'est aux autorités fédérales qu'appartient l'opiniâtreté (BEHIELS 1991, 6).

CONTRE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA ?

par les deux parties prouvent que le sujet n'a rien perdu de son obsession. Dans un rapport du 4 mai 1899, Kleczkowski « assiste avec mauvaise grâce aux progrès de l'immigration française », expliquant que deux mille Français vivent dans l'Ouest et « se sont laissés séduire par les promesses souvent fallacieuses des agents d'émigration », les colons dans une situation délicate étant légions et les privilégiés « l'exception », ce qui induit au final « d'apporter beaucoup de discrétion dans les moyens employés afin d'empêcher le mouvement de se développer » (PÉNISSON 1985, 53). Le dérangement occasionné par les propos de Kleczkowski est tel qu'Auguste Bodard, un agent d'immigration français collaborant avec le commissaire Fabre, n'hésite pas à se plaindre auprès de Théophile Delcassé, locataire du Quai d'Orsay et supérieur hiérarchique du Consul général. Dans une lettre du 5 avril 1900, Bodard avoue que « le plus grand ennemi de son travail depuis plusieurs années est le consul de France à Montréal » (SAVARD 1970, 88). Mais avec un Ministre des affaires étrangères partageant à tout point de vue la vision du Consul sur la question, la lettre reste bien évidemment sans effets.

Bien qu'Alfred Kleczkowski continue d'alarmer les autorités françaises sur les dangers de l'émigration au Canada, force est de constater que, par peur de froisser les Canadiens, le gouvernement ne fait rien de bien concret pour enrayer la propagande des agents d'immigration. De 1897 à 1902, période de silence du bulletin, 3 318 Français entrèrent au Canada, une immigration qui reste excessivement restreinte mais toutefois en progrès. Pour la Chambre de commerce française et le Consul général Kleczkowski, c'est alors le début d'un aveu d'échec.

Renaissance et mutation des conseils adressés aux Français

Suite à six années de silence, le bulletin de la Chambre de commerce diffuse un nouvel article sur l'immigration française au mois de février 1903 (Bulletin n° 115, février 1903, 162-163). Ce changement intervient au moment où fonctionne la ligne de navigation entre La Rochelle-La Pallice et Montréal grâce à l'appui des courtiers Canaud/Nordlindh en France et Blackeley/Lemieux au Canada (Bulletin n° 117, avril 1903, 117). Mais plus significatif, ce revirement coïncide avec la création de l'agence d'immigration à Paris par le gouvernement Laurier qui juge les activités du commissariat d'Hector Fabre créé en 1882 trop modestes⁸. Face à ce danger qui risque de favoriser la venue de nouveaux Français, la propagande de contre-immigration refait ainsi surface dans la publication.

⁸ Sur la question du commissariat canadien en France et de la revue *Paris-Canada*, voir : (GARNEAU 2008 ; CHARTIER 1996).

BRICE MARTINETTI

Dans un premier temps, la Chambre de commerce s'inspire des méthodes déjà utilisées auparavant, c'est-à-dire une mise en garde des émigrants par la déclinaison de tous les dangers auxquels ils risquent d'être confrontés. Dès 1904, une plus grande acidité dans les propos se remarque : au mois de juin, le bulletin parle de familles entières qui viennent « s'échouer à Montréal, à bout de ressources, en proie à toutes les horreurs de la misère » et de « folles entreprises » (Bulletin n° 131, juin 1904, 67-68). Toutefois, Chambre de commerce et Consulat ne peuvent que constater l'augmentation des immigrants français arrivant chaque année au Canada, leur nombre passant, d'après les chiffres publiés dans le bulletin, de 360 en 1901 à 937 en 1903, pour atteindre 1 743 en 1905⁹. A la séance du 26 janvier 1905, Martial Chevalier, Conseiller du commerce extérieur et Directeur du Crédit Foncier franco-canadien, demande s'il ne serait pas possible que le Consul général intervienne pour « faire cesser, ou du moins améliorer le système actuellement suivi par certains agents d'émigration » (Bulletin n° 139, février 1905, 15). Alfred Kleczkowski étant en déplacement, Georges Balcer, agent consulaire de France à Trois-Rivières et véritable bras droit du Consul, répond qu'il lui paraît difficile « d'intervenir dans l'exercice des fonctions d'agents du gouvernement canadien » (Bulletin n° 139, février 1905, 15). Cette réponse illustre bien le profil bas que les agents consulaires doivent respecter, trop soucieux de garder l'équilibre des forces en présence et marchant continuellement sur une « corde raide ». Pour tenter de pallier cette impossibilité d'action, la Chambre décide alors de publier plusieurs articles faisant l'apologie des opportunités présentes dans les colonies africaines et asiatiques de la France, notamment lors de tirage du numéro spécial de l'année 1906 (Bulletin n° 154, mai 1906, 46-52).

Dans le même temps, le paradoxe veut que la Chambre de commerce commence à se positionner en faveur d'une immigration au Canada. Toutefois, il s'agit d'une immigration d'un genre particulier, destinée à un corps d'émigrants singulier. En effet, à partir de l'année 1903, s'acquittant de sa mission première qui reste l'incitation du commerce entre la France et le *Dominion*, la Chambre et le Consul constatent qu'une plus grande connaissance du marché canadien et de ses rouages doit être intégrée par les exportateurs français. Dans un article intitulé « commissionnaires et agents », l'on explique alors que pour réussir, la condition reste la création préalable de relations personnelles avec les récepteurs locaux (Bulletin n° 121, août 1903, 245). Trop souvent rapporte le bulletin, les moyens employés pour investir le marché canadien ne sont pas adaptés et l'on manque cruellement d'agents capables de dignement représenter les intérêts des entreprises sur place.

⁹ Données tirées de : *Le Canada et la France, 1886-1911*, publié par la Chambre de commerce française de Montréal, à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de sa fondation, 1911, 47.

CONTRE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA ?

Figure 3 :
Couverture du
numéro spécial
de mai 1906 du
Bulletin de la
Chambre de
commerce
française de
Montréal ©
CCFCMTL

Trois mois plus tard, par la restitution d'une anecdote par Maurice Schwob de Nantes, le bulletin se veut plus clair sur les désirs de la Chambre : « il faut y aller » explique-t-on. Pour gérer au mieux leurs affaires et ne pas faire exclusivement confiance à des commis ou des intermédiaires qui, une fois habitués au marché, risquent de voler la clientèle en prenant leur propre envol, industriels et exportateurs français se doivent de se rendre au Canada quelques temps pour rompre avec leurs habitudes trop « sédentaires » et nouer des contacts plus concrets (Bulletin n° 123, octobre 1903, 266). Nous avons donc ici

BRICE MARTINETTI

affaire au souhait d'une immigration temporairement limitée, ne comprenant aucun risque mais au contraire une plus-value, cet appel à la mobilité étant dicté par l'atrophie distinguant les relations commerciales entre les deux pays. N'oublions pas que l'immigration n'est pas *de facto* un projet illimité dans le temps en incarnant une césure nette avec l'ancienne mère patrie. Il lui arrive aussi de prendre « des visages beaucoup plus divers. Elle peut être de courte durée et ne représenter qu'une étape » (LINTEAU 2008, 165). Dans le cadre d'une migration épisodique d'industriels ou de voyageurs de commerce parlant l'anglais et connaissant bien l'article à placer, les problèmes soulevés par la Chambre en matière d'immigration sont alors non avenus.

Irrémédiablement, le 3 novembre 1906, la nomination d'Alfred Kleczkowski aux postes de Ministre Plénipotentiaire et d'Envoyé extraordinaire de France à Montevideo va constituer une lourde perte pour la Chambre de commerce française. Le tout Montréal lui offre alors plusieurs dîners pour dire adieu à un homme qui, depuis douze ans, « s'était acquis les profondes sympathies, non seulement de la colonie française, mais encore de l'élite de la société canadienne où il laissera le souvenir de la plus parfaite urbanité et du gentilhomme dans l'entière acception du mot » (Bulletin n° 160, novembre 1906, 133). Lors de son départ, le bulletin relate :

Un groupe important de Français, de Canadiens-Français et d'Anglais s'étaient donné rendez-vous à la gare Bonaventure, pour dire une dernière fois au revoir (le mot adieu est trop sombre) à M. Kleczkowski. Le voyageur parlait peu, mais il avait dans le regard une éloquente tristesse et une sincère émotion. Les Consuls d'Allemagne, de Russie, d'Autriche et d'Italie étaient venus dire aussi au revoir à leur collègue, et surtout leur ami. Et maintenant que le premier Consul général de France à Montréal nous a quittés, adressons-lui un dernier hommage et citons, pour finir cette note juste ; dite à l'un des membres les plus en vue de la colonie française de Montréal : "M. Kleczkowski avait eu une intention bien spéciale de ses devoirs de Consul. Avec son esprit de fin lettré, de poète et de gentilhomme il avait idéalisé ce poste de Consul et lui avait donné un lustre qui vivra longtemps dans le souvenir de la haute société montréalaise, sans pour cela négliger en rien le côté positif de sa charge. Il en avait fait, ajouterons-nous, un sacerdoce disert et élégant, pour le plus grand bien de la France" (Bulletin n° 161, décembre 1906, 158).

Sitôt le Consul général parti, la presse locale profite de l'occasion pour attaquer la Chambre de commerce française. Alfred Kleczkowski n'étant plus là pour entretenir l'entente avec les Canadiens français, l'organisation essuie ainsi de nouvelles critiques. Au mois de décembre 1906, le bulletin publie une lettre

CONTRE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA ?

envoyée au journal *Le Canada* par Alfred Chouillou, Président de la Chambre de commerce. Ce dernier tient à réagir à un article paru le 26 novembre et dans lequel le journal accuse la Chambre de décourager l'émigration française. Précisant que les dires du bulletin ne s'adressaient pas à la majorité des Français, Alfred Chouillou s'efface en expliquant que « le Canada a surtout besoin d'hommes de caractère, que la perspective de l'action persévérante n'effraie pas », et qu'« en résumé, nous serons toujours heureux de recommander le Canada 1°) Aux capitalistes désireux d'augmenter leurs revenus ; 2 °) Aux agriculteurs et gens ayant un métier » mais que pour les autres, « ne les tentons pas, ne les faisons pas venir au Canada » (Bulletin n° 161, décembre 1906, 153). En définitive, si l'arrivée du Consul Kleczkowski coïncide avec le début d'une montée en puissance de la propagande de contre-immigration publiée dans le bulletin, son départ sonne un glas marqué par une résignation de la Chambre de commerce française face à des éléments dépassant de loin les prérogatives de l'organisation économique.

L'autopsie d'un échec

De la fin de l'année 1906 aux prémices de la Première Guerre mondiale, la Chambre de commerce française à Montréal est loin de produire la même propagande de contre-immigration qu'auparavant. Au demeurant, les articles traitant des échanges économiques entre la France et le Canada reprennent ainsi une plus grande place. Pour tenter d'expliquer ce revirement, plusieurs circonstances factuelles sont à observer.

En premier lieu, à Kleczkowski ayant réussi à gagner le cœur des Canadiens, succèdent plusieurs consuls qui restent parfois en fonction pour un mandat très court et paraissent assez lisses dans leur prise de position. Par décret du 15 octobre 1906, Auguste Henri Dallemagne, Consul de France à Francfort, est le premier à montrer sa transparence (Bulletin n° 161, décembre 1906, 150). Il quitte son poste au bout d'une année pour devenir Consul général à Tunis. Le gouvernement français lui substitue Joseph De Loynes qui arrive à Montréal au début du mois de mai 1908, soit plus de six mois après sa nomination officielle ! Appelé à être Ministre plénipotentiaire à Lima en février 1911, le Consul général de France à Montréal sera resté sur la défensive au Canada tout en continuant à interpeler le Quai d'Orsay en demandant sans succès la fermeture des agences d'immigration (SAVARD 1970, 67). La relève est ensuite assurée pour trois mois par Maurice Heilmann, Vice-consul de France à Philadelphie, puis par Camille Chayet, nommé Consul général à Sydney au bout de deux mois seulement. Vient le Vice-consul Louis Raynaud pour une période de huit mois avant d'être remplacé par Charles-Eudes Bonin qui, après une longue carrière au Laos, au Tonkin, en Malaisie et en Chine, reste à Montréal jusqu'en 1917.

BRICE MARTINETTI

Face à un consulat affaibli par le roulement régulier des hommes à sa tête, ces derniers ne participant plus aussi fréquemment aux séances qu'auparavant, la Chambre de commerce française s'obstine à garder en mémoire le souvenir d'Alfred Kleczkowski¹⁰. En témoigne le fait que jusqu'en 1911, date de son départ à la retraite après avoir été nommé Ministre plénipotentiaire de première classe à Rio-de-Janeiro, Kleczkowski voit son nom apparaître en premier sur la liste des membres d'honneur publiée dans la bulletin. En outre, lors de son passage à Montréal en juin 1911, il est convié à une séance spéciale organisée par la Chambre à son attention où, dans son discours, il provoque le souvenir du combat passé : « il appartient à la Chambre de commerce française de mettre en garde nos compatriotes contre les dangers que peuvent leur faire courir des entreprises douteuses ou insuffisamment solides ; il est de son devoir d'agir de la sorte » (Bulletin n° 215, juillet 1911, 99).

Ensuite, Chambre de commerce et Consulat subissent de plein fouet les conséquences d'un durcissement de l'opinion des Canadiens à l'égard de la France. Après les lois Combes pour premier scandale et dont les retombées se font ressentir dans l'opinion, le départ en croisade du député nationaliste Henri Bourassa et la diffusion dans la presse de la circulaire Clémenceau de 1909 met la Chambre, alors concentrée sur la ratification du nouveau traité de commerce, dans une position délicate. Un quotidien montréalais dont le nom n'est pas renseigné prend alors les Français à parti et déclare que le Canada n'est « plus en odeur de sainteté » (Bulletin n° 194, octobre 1909, 166). La Chambre se défend alors de tout son possible : elle explique la directive donnée aux préfets comme étant une sage précaution et de la pure prévention. En outre, la chute du gouvernement Laurier en 1911 symbolise pour la Chambre la perte des liens que Kleczkowski avait aidé à tisser avec les autorités fédérales. S'interdisant pourtant de rentrer dans les débats politiques locaux, la Chambre rompt ce serment inscrit dans ses statuts en soulignant chez Sir Wilfrid Laurier une « œuvre impérissable » qui « défie les injures de tous les iconoclastes nationalistes et conservateurs » (Bulletin n° 218, octobre 1911, 155). Visiblement, la Chambre de commerce française et le Consulat pâtissent de ne plus profiter du doigté d'Alfred Kleczkowski.

Enfin, le début d'un durcissement de la politique d'immigration du Canada contribue à calmer les hostilités précédemment lancées par la Chambre de commerce. Le gouvernement fédéral commence ainsi à augmenter les

¹⁰ Notons qu'alors que le Consul Kleczkowski a participé à 74,2 % des séances organisées par la Chambre de commerce française durant ses fonctions à Montréal, le pourcentage chute à 56,5 % sur la période 1907-1914.

CONTRE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA ?

critères d'acceptation des immigrants, les infirmes, les indigents et les malades mentaux n'étant plus les seuls visés. En 1908, le Canada affirme avoir surtout besoin de fermiers capables de prendre en main un *homestead*. Tout immigrant de 18 ans doit avoir en sa possession la somme de 25 dollars en espèces à son arrivée ainsi que le billet de train nécessaire pour l'amener à destination (Bulletin n° 177, mai 1908, 60). En 1910, alors que les lois canadiennes sont encore un peu plus dures, la France qui a du mal à peupler ses propres colonies décrète l'obligation à ses ressortissants de se faire connaître en se faisant immatriculer avec un certain nombre de pièces à produire. Les politiques des deux pays allant dans son sens, la Chambre de commerce française se réjouit du fait que 7 258 personnes de différentes nationalités se sont vues refuser leur entrée au Canada en 1911 (Bulletin n° 222, février 1912, 24).

Malgré toutes les actions menées pour discréditer la propagande canadienne, les années 1907-1914 constituent de loin la période la plus prolifique en matière d'immigration française au Canada¹¹. Pour la Chambre de commerce et le Consulat, l'heure est au constat d'échec. Sensibiliser les candidats aux dangers d'une expatriation au Canada étant peine perdue, les deux interlocuteurs vont alors se tourner vers la promotion de tous les moyens mis en œuvre pour aider les Français à faire de leur entreprise migratoire une réussite, ou du moins, un revers moins cuisant. Au-delà, c'est la volonté de limiter les demandes de rapatriement qui prend de l'importance.

Dans un premier temps, outre les différentes associations déjà existantes comme l'*Union française*, le bulletin relaie le développement d'un *Bureau d'accueil* dévoué à conseiller et secourir les Français immigrés au Canada :

Depuis environ deux ans, à la suite d'une propagande conduite avec beaucoup d'activité par un certain nombre d'agents d'émigration envoyés en France par le Canada, nos compatriotes ont afflué en plus grand nombre à Montréal et, sur ce nombre, une bonne partie se sont trouvés fort dépourvus [...] Devant le nombre toujours plus élevés de nos compatriotes arrivant ici, il a semblé à un groupe de Français établis à Montréal qu'en dehors des œuvres de bienfaisance déjà fondées, une institution basée sur les mêmes plans que le Bureau d'accueil de New York pourrait être d'une utilité très appréciable pour les nouveaux arrivés (Bulletin n° 187, mars 1909, 53).

¹¹ Concernant le nombre de Français émigrés vers le Canada sur la période 1881-1930 (PÉNISSON 1985, 85-86). Toutefois, concernant les données de la période 1881-1901, il est à souligner que les chiffres paraissent sous-pondérés du fait de données incomplètes. (LINTEAU 2008, 174-175).

BRICE MARTINETTI

Ensuite, en 1908, à l'initiative de la Chambre de commerce française, les premiers cours d'anglais gratuits pour les immigrants sont créés, hommes et femmes étant pareillement admis. Divisés en deux séries, « élémentaire » pour débutants avec un professeur français et « supérieure » avec un professeur anglais pour ceux ayant déjà pratiqué la langue, ces cours paraissent connaître une franche réussite sur plusieurs années (Bulletin n° 176, avril 1908, 47). La Chambre de commerce, en organisant ces séances et en les accueillant dans ses propres locaux du *Board of Trade Building*, pose ainsi elle-même une pierre à l'édifice pour tenter de résoudre le problème longuement évoqué du manque de maîtrise de l'anglais par les candidats français à l'émigration. Enfin, à partir de janvier 1909, le bulletin relate l'existence des « dîners-causerie » qui ont pour but de mettre en contact les Français nouvellement arrivés avec ceux déjà établis au Canada (Bulletin n° 185, janvier 1909, 10). Par ces rencontres, la Chambre de commerce pense permettre aux émigrés fraîchement débarqués de se renseigner au mieux sur les possibilités du pays et les démarches à suivre selon les projets de chacun. Comme pour les cours d'anglais, ces dîners remportent un vif succès.

Finalement, bien que la Chambre de commerce et le Consulat continuent de décourager ponctuellement l'immigration française dans le *Dominion* tout en appelant au bien-fondé d'une venue temporaire des industriels et voyageurs de commerce, le discours autrefois porté bien haut finit par s'étioler. Avec la substitution d'un discours profondément opposé à l'émigration par des propos consacrés aux moyens mis en place pour aider les Français dans le besoin, c'est bien la confession d'un échec qui nous est dévoilée.

Conclusion

L'histoire de la propagande de contre-immigration française au Canada menée conjointement par le Consulat général et la Chambre de commerce, relève incontestablement d'une tentative manquée. Leurs prises de position s'ensemençant mutuellement, considérant que tout Français immigré au Canada risque d'être perdu pour la France, ces deux acteurs restent bridés par leur mission originelle et leur genèse commune : promouvoir les relations économiques entre le *Dominion* et l'ancienne mère patrie. En 1894, il est certain que le déplacement du Consulat général de Québec à Montréal ainsi que la nomination d'Alfred Kleczkowski, sont à considérer comme deux événements majeurs fondant les bases d'un changement opéré eu égard à leurs prérogatives respectives. Le premier permet un rapprochement entre Chambre et Consulat et le deuxième marque le début d'une prise de position marquée en défaveur de l'immigration française. Tous deux estiment que la venue d'ouvriers ou de cultivateurs français ne comporte aucune espèce d'importance pour le

CONTRE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA ?

développement des échanges économiques mais, *a contrario*, qu'elle peut être sujette à problèmes pour la France en général et pour la communauté française au Canada en particulier. A partir de ce moment précis, l'équipe dirigeante de la Chambre de commerce et le Consul général vont se rassembler autour de la publication du bulletin, sorte de troisième acteur servant de tribune et qui permet à Kleczkowski de conserver son sens de la réserve aux yeux des Canadiens.

Après deux années de campagne virulente à l'adresse des techniques employées en France par les agents d'immigration, la fin de l'année 1897, marquée du sceau de la victoire des libéraux, correspond à une période de silence sur la question qui dure plus de six années. La Chambre de commerce française et le Consulat sont rappelés à leur devoir respectif : favoriser coûte que coûte le développement du commerce franco-canadien, ce qui induit le fait d'éviter de lancer le débat sur un sujet fâcheux. Mais la création de l'agence d'immigration canadienne à Paris les fait à nouveau sortir de leur réserve en 1903, le bulletin étant désormais partagé entre la nécessité de freiner l'émigration française et celle d'encourager l'immigration temporaire d'industriels et de voyageurs de commerce pour mieux jauger les capacités du marché. De manière pertinente, si l'arrivée à Montréal du Consul général Kleczkowski coïncide au début d'une montée en puissance de la propagande de contre-immigration publiée dans le bulletin, sa nomination à la fin de l'année 1906 aux postes de Ministre Plénipotentiaire et d'Envoyé extraordinaire de France à Montevideo va rompre cet élan. Avec le départ de celui qui, outre son rôle dans l'amélioration des relations commerciales, a su se faire apprécier des républicains comme des ultramontains, des francophones comme des anglophones, c'est le début de l'étiollement de la propagande de contre-immigration menée par la Chambre qui s'amorce. Subissant un durcissement de l'opinion des Canadiens à l'égard de la France ainsi qu'un partenariat affaibli avec le Consulat général du fait d'un manque de longévité des hommes en poste, la Chambre de commerce française se contente alors, le plus souvent, de promouvoir dans son bulletin les moyens mis en œuvre pour aider ceux qui, malgré les conseils, ont décidé de franchir l'Atlantique.

En définitive, il reste à souligner que les moyens d'action entrepris par ces deux parties souffrent d'une marge de manœuvre trop étroite pour insuffler un quelconque changement dans le nombre d'arrivée des émigrants français au Canada avant la Première Guerre mondiale. Au regard d'une diffusion limitée à seulement mille exemplaires, le bulletin ne fut jamais en mesure de symboliser un outil de poids face à la multitude de prospectus alléchants distribués en France. Le rôle du Consulat, quant à lui, reste bien limité. Les consuls souffrent d'une position délicate face à des anglophones ne reconnaissant pas pour la plupart le cadre officiel de leur fonction. Il ne faut pas oublier que, même si le

BRICE MARTINETTI

Dominion est rentré dans une phase l'amenant progressivement à son indépendance, une grande partie des relations franco-canadienne se règle toujours entre Paris et Londres. Au-delà, bien qu'en accord avec les dangers d'une fuite démographique en dehors de ses colonies, mais coincé par une situation diplomatique tendue, le gouvernement français n'a pas non plus fait les efforts nécessaires pour aller officiellement dans le sens de ses fonctionnaires. Leur conjugaison ne s'est ainsi guère accordée. Pourtant, force est de constater que les efforts entrepris par la Chambre de commerce et le Consulat ne sont pas restés sans écho et ont parfois pu déranger, en attestent les réactions des agents d'immigration et de la presse canadienne.

Bibliographie

AUDET, Francis J. 1939. « Les représentants de la France au Canada au XIX^e siècle », *Les Cahiers de Dix*. 4. p. 197-222.

BEHIELS, Michael D. 1991. *Le Québec et la question de l'immigration : de l'ethnocentrisme au pluralisme ethnique, 1900-1985*. Ottawa : Société historique du Canada.

CHARTIER, Daniel. 1996. « Hector Fabre et le *Paris-Canada* au cœur de la rencontre culturelle France-Québec de la fin du XIX^e siècle ». *Études Françaises*. vol. 32, n° 3. p. 51-60

COLLECTIF. 2005. *Histoire de la diplomatie française*. Paris : Perrin.

GARNEAU, Philippe. 2008. *Les relations entre la France et le Canada à la fin du XIX^e siècle : la revue Paris-Canada (1884-1909)*. mémoire de Maîtrise en histoire. Université du Québec à Montréal.

HARVEY, Fernand. 2008. « Les relations culturelles entre la France et le Canada (1760-1960) ». Dans JOYAL, Serge & LINTEAU, Paul-André dir. *France-Canada-Québec. 400 ans de relations d'exception*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal. p. 95-126.

KELLEY, Ninette & TREBILOCK, Michael. 1998. *The Making of the Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*. Toronto : University of Toronto Press.

CONTRE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA ?

LAMONDE, Yvan. 2001. *Allégeance et dépendance : l'histoire d'une ambivalence identitaire*. Québec : Editions du Nota Bene.

LAPERRIÈRE, Guy. 1999. *Les congrégations religieuses. De la France au Québec, 1880-1914*, tome second, *Au plus fort de la tourmente, 1901-1904*. Québec : Presses de l'Université Laval.

LINTEAU, Paul-André. 1992. *Histoire de Montréal depuis la Confédération*. Montréal : Boréal.

LINTEAU, Paul-André. 2008. « Quatre siècles d'immigration française au Canada et au Québec ». Dans JOYAL, Serge & LINTEAU, Paul-André dir., *France-Canada-Québec. 400 ans de relations d'exception*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal. p. 165-181.

NUGENT, Walter T. K. 1995. *Crossings : The Great Transatlantic Migrations, 1870-1914*. Bloomington : Indiana University Press.

PÉNISSON, Bernard. 1986. « Un siècle d'immigration française au Canada (1881-1980) », *Revue européenne de migrations internationales*. Vol. 2, novembre. p. 111-125.

PÉNISSON, Bernard. 1985. « L'émigration française au Canada (1882-1929) ». Dans FOUCHÉ, Nicolas dir., *L'Emigration française, étude de cas : Algérie, Canada, Etats-Unis*. Paris : Publications de la Sorbonne. p. 52-106.

PORTES, Jacques. 2010. « Un Consulat en demi-teinte à ses débuts au XIX^e siècle ». Dans Commission Franco-Québécoise Sur Les Lieux De Mémoire Communs, *150 ans de relations France-Québec. Le Consulat général de France à Québec (1859-2009)*. Québec : Editions MultiMondes. p. 7-16.

POTON, Didier & SOUTY, François. 2008. « Les relations commerciales franco-canadiennes : de la culture à l'économie (1763-2008) ». Dans JOYAL, Serge & LINTEAU, Paul-André dir. *France-Canada-Québec. 400 ans de relations d'exception*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal. p. 183-208.

RAMIREZ, Bruno. 1991. *Par monts et par vaux. Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique 1860-1914*. Montréal : Boréal.

BRICE MARTINETTI

RAMIREZ, Bruno. 2006. « Migration et conscience nationale : le cas du Canada ». Dans GREEN, Nancy & WEIL, François dir. *Citoyenneté et émigration. Les politiques du départ*. Paris : Editions de l'EHESS. p. 237-249.

SAVARD, Pierre. 1970. *Le Consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914*. Québec : Les Presses de l'Université Laval. 1970.

SAVARD, Pierre. 1967. « Les Canadiens français vus par les Consuls de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1900 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. vol. 21, n° 2. p. 217-229.

WHITAKER, Reginald. 1991. *La politique canadienne d'immigration depuis la Confédération*. Ottawa : Société historique du Canada.

Sources imprimées

Bulletin mensuel publié par la Chambre de commerce française à Montréal, (Montréal, CCFMTL, août 1893-décembre 1914), 255 numéros.

Le Canada et la France, 1886-1911, publié par la Chambre de commerce française de Montréal, à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de sa fondation, (Montréal, CCFMTL, 1911).

Cinquantenaire de la Chambre de commerce française au Canada, 1886-1936, (Montréal, CCFMTL, 1936).

125. *Chambre de commerce française au Canada*, album souvenir du 125^{ème} anniversaire de la Chambre de commerce française à Montréal, (Montréal, CCFMTL, 2011)